

## POUR UN AVENIR MEILLEUR, LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE

Après avoir contribué méthodiquement à la division du pays par sa politique anti-sociale, **le Président de la République a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale.** Permettre à nos compatriotes d'exprimer leur choix pour l'avenir de la France est louable ; le faire dans un contexte délétère qui accentue la déstabilisation politique au profit de l'extrême-droite est dangereux.

**Un nouveau front populaire s'est constitué,** rassemblant toutes les forces de gauche humanistes, écologistes, syndicales, associatives et citoyennes. Le vent de l'espoir s'est levé. Cet espoir, nous voulons l'incarner dans notre territoire des Hauts-de-Seine pour être à la hauteur de vos attentes et de vos besoins.

Nous voulons lutter de toutes nos forces contre les discriminations, le racisme et l'antisémitisme. Nous voulons combattre la brutalisation de la vie publique, l'exclusion et le populisme. Nous voulons restaurer la capacité à agir d'un Etat qui doit redevenir notre bien commun le plus précieux en s'appuyant sur des services publics de proximité. Nous voulons engager demain un tournant écologique et social ambitieux dans l'intérêt de tous. Nous voulons restaurer l'égalité réelle des droits et des chances, mise à mal depuis près de sept ans. La lutte contre la violence sociale est notre priorité.

**Le 30 juin, mobilisons-nous** pour choisir la voie du renouvellement, du progrès, de la paix et de la justice. Mobilisons-nous pour défendre la République et protéger nos valeurs fondamentales.

Avec le soutien de :

Nous avons rendez-vous avec l'histoire.

## **Brice GAILLARD**



















## NOS ENGAGEMENTS

Pour répondre aux préoccupations des Français, réveiller l'espoir et construire l'alternative, nous prenons 10 engagements pour les deux prochaines années :

- Nous abrogerons 3 réformes injustes : celles des retraites, de l'assurance-chômage et celle sur l'immigration;
- Nous redonnerons du pouvoir de vivre aux Français : revalorisation des minima sociaux, du SMIC et des salaires, gel des tarifs énergétiques, allocation d'autonomie pour les jeunes, encadrement des prix des loyers;
- Nous mettrons en place les mesures fiscales pour une réelle justice sociale : taxation des superprofits et taxation des plus riches;
- Nous ferons de l'accélération de la bifurcation écologique une priorité;
- Nous redonnerons les moyens à un service public accessible et de qualité, pour l'école en recrutant des enseignants en nombre suffisant, dignement valorisés, et en ayant moins d'enfants par classe ; pour nos universités ; pour l'hôpital public et en combattant les déserts médicaux...;

- Nous lutterons pour l'égalité femmes-hommes et avancerons de manière résolue sur l'égalité salariale;
- Nous lutterons véritablement contre l'antisémitisme, tous les racismes et toutes les formes de discriminations:
- Nous réaffirmerons notre soutien aux progrès de la construction européenne, à la réindustrialisation du continent, à l'Europe de la défense, à l'Union européenne comme espace pertinent pour sortir de nos dépendances en matière alimentaire, médicale, industrielle, énergétique, militaire...;
- Nous réaffirmerons notre soutien inconditionnel à l'Ukraine face à l'agression de Poutine, et le respect total des frontières;
- Nous mobiliserons notre diplomatie pour obtenir le cessez-le feu à Gaza, la libération des otages du Hamas, et la reconnaissance d'un État palestinien, préalable à une solution durable à deux Etats.

## Le triste bilan de la députée sortante depuis 2022...

Bien plus que d'autres, la députée sortante Maud Bregeon a incarné les trahisons et les errements du camp présidentiel.



Soutenant une loi sur l'asile et sur l'immigration inique, reprenant à son compte la préférence nationale prônée de tout temps par la famille Le Pen, elle a considéré ouvertement qu'il y avait en France « un lien entre immigration et délinquance».

Elle a soutenu une réforme des retraites qui pénalise l'ensemble de notre société et précarise inutilement et injustement les plus pauvres.

Elle a porté la loi organisant la fusion de l'Autorité de Sûreté Nucléaire - ASN et de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire - IRSN, implanté aux portes de notre circonscription, alors que pour nombre d'experts, cette décision met en danger notre sécurité nucléaire.

Elle a été de toutes les dérives populistes du Président de la République, n'ayant de cesse d'injurier et de caricaturer celles et ceux qui n'avaient pour tort que de penser différemment.